



## Quelles évolutions des relations internationales ?

**Les attentats du 11 septembre 2001 à New York ont profondément marqué le début du XXI<sup>e</sup> siècle, entraînant les États-Unis et le monde dans une guerre contre le terrorisme. Quel a réellement été l'impact de cet événement et quelles ont été ses conséquences sur les relations internationales ?**

P. Grosser : Le 11-Septembre n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. La déclaration de guerre de Ben Laden (« Déclaration du Front islamique mondial pour le djihad contre les Juifs et les Croisés ») est publiée le 23 février 1998. La réaction des États-Unis constitue une aubaine pour un certain nombre de pays en guerre contre le terrorisme : Israël aux prises avec la seconde intifada (qui débute en 2000), l'Inde qui s'est opposée aux incursions du Pakistan (crise de Kargill, 1999), la Russie qui entre dans la seconde guerre de Tchétchénie (1999-2000) ou la Chine confrontée aux attentats dans le Xinjiang (1). L'Organisation de coopération de Shanghai, qui réunit notamment la Chine et la Russie, a d'ailleurs été créée en juin 2001, juste avant les attentats du 11-Septembre, et elle prévoyait justement dans la liste de ses objectifs la lutte contre le terrorisme.

Si la menace terroriste — sous-estimée par l'administration Bush — lui pré-existait, le 11-Septembre constitue un tournant historique qui entraîne les États-Unis dans une guerre

mondiale contre le terrorisme, dont le coût sera estimé à plus de 8000 milliards de dollars, et qui causera la mort de plus de 900 000 personnes (2).

Aujourd'hui, les Américains ont tendance à penser que cette guerre était une erreur, car la Chine en a profité pour s'affirmer dans sa région, puis dans le monde. En parallèle, l'armée américaine s'est concentrée sur la contre-insurrection, au détriment de ce que, depuis 2016, le Pentagone nomme la « compétition entre grandes puissances ».

La question est de savoir si la « guerre sans fin » contre le terrorisme, devenue « guerre de vingt ans » (2001-2021, avec l'évacuation de l'Afghanistan), est terminée. À en juger par ce qui se passe au Moyen-Orient et en Afrique, la question garde tout son sens.

**Depuis 2000, la scène internationale se caractérise par l'émergence de nouveaux centres de pouvoir et d'influence à l'échelle régionale ou internationale. Se dirige-t-on irrémédiablement vers un monde multipolaire ?**

La question de la multipolarité s'est posée au lendemain de la guerre froide, dès 1990. Certains pensaient que nous allions entrer dans un monde multipolaire (notamment avec la montée en puissance du Japon et de l'Allemagne). Moscou, Pékin



ou Paris espéraient une certaine multipolarité. Mais à partir de 1994, on se rend compte que le monde est plutôt unipolaire. Ce constat prend une ampleur considérable au début des années 2000 avec la guerre contre le terrorisme, et un discours impérial assumé par une partie de la droite américaine.

Mais la situation change dans les années 2007-2008. Nous passons d'un président

On assiste au triomphe d'un concept prisé notamment par le Kazakhstan : la diplomatie multivectorielle. Utilisée notamment par l'Inde et la Turquie, elle consiste à multiplier les liens en fonction des intérêts, même dans des relations difficiles comme celles de la première avec la Chine ou de la seconde avec la Russie. Les États africains jouent sur cette gamme diversifiée de partenaires.

**semble inévitable. Alors que Pékin et Washington s'affrontent déjà au travers de guerres économique, commerciale ou technologique, doit-on s'attendre à un affrontement armé entre les deux pays ou plutôt à une nouvelle guerre froide ?**

Cette théorie d'un affrontement inévitable entre Pékin et Washington est le fruit de plusieurs idées anciennes. Notamment celle de la théorie de la transition hégémonique, selon laquelle les États-Unis seraient en déclin face à l'arrivée d'un nouveau compétiteur. C'est une thèse qui date des années 1970. De surcroît, depuis le début des années 1990, on a comparé la Chine à l'Allemagne de 1914, qui bouleverse les équilibres et veut une place au soleil. Cependant, Graham Allison le dit lui-même : son but est de montrer (certes avec des analogies très discutables) que les décideurs, sachant la guerre probable, pourraient éviter de prendre des risques excessifs.

Côté chinois, Pékin explique que la transition hégémonique entre les Britanniques et les Américains s'est déroulée sans guerre entre les deux puissances. La Chine pourrait suivre le même chemin et devenir la nouvelle puissance hégémonique, comme on l'a beaucoup entendu durant le mandat de Donald Trump. Ainsi, Pékin s'est positionnée comme défenseur du libre-échange, des organisations internationales, et de la souveraineté en faisant référence à la fois

*“ Nous sommes dans un monde à la fois unipolaire — de par la puissance américaine dans un certain nombre de domaines — ; bipolaire — comme l'illustre la compétition Chine/USA — ; mais qui est aussi multipolaire, voire même apolaire. Car on peut se demander s'il existe encore aujourd'hui des pôles structurants comme dans le passé. ”*

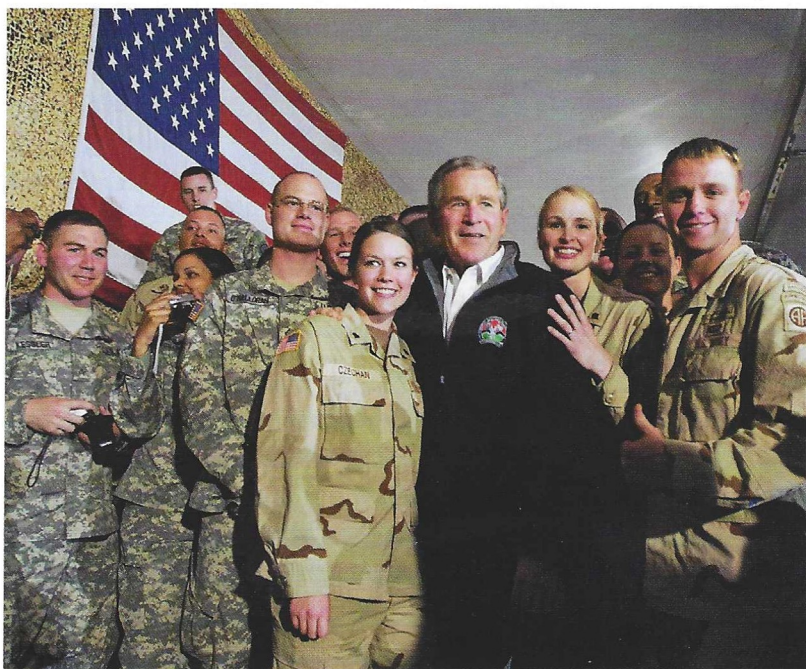
(George W. Bush) unilatéraliste, qui voyait le monde de façon unipolaire, à un Barack Obama multilatéraliste dans un monde qui lui semble multipolaire. Puis arrive un Donald Trump unilatéraliste dans un monde qu'il considère comme multipolaire.

Aujourd'hui, il est difficile pour Joe Biden de savoir comment se positionner par rapport à ce sujet. En effet, nous sommes dans un monde à la fois unipolaire — de par la puissance américaine dans un certain nombre de domaines — ; bipolaire — comme l'illustre la compétition Chine/USA — ; mais qui est aussi multipolaire, voire même apolaire. Car on peut se demander s'il existe encore aujourd'hui des pôles structurants comme dans le passé.

Fondamentalement, ce qui me semble constituer la principale nouveauté, c'est le brouillage de la diplomatie lié au dynamisme diplomatique des puissances moyennes. C'est notamment le cas dans le Moyen-Orient dit « post-américain », avec l'influence de la Turquie, de l'Iran, d'Israël, des Émirats arabes unis (EAU), du Qatar ou de l'Arabie saoudite, qui se projette de surcroît en Asie, en Afrique, et en Europe. C'est aussi le cas dans l'Indopacifique, avec les multiples partenariats créés par l'Inde, l'Australie, le Japon, la Corée du Sud ou l'Indonésie.

Cela ne signifie pas pour autant la fin des alliances, mais les pays occidentaux sont désormais contraints de se montrer plus souples dans leurs relations avec certains partenaires.

**Selon le chercheur américain Graham Allison (3), les États-Unis et la Chine sont d'ores et déjà pris dans l'engrenage d'un affrontement qui**





à la Charte des Nations Unies et aux principes de Bandung. Contrairement au Japon triomphant des années 1980, la Chine peut prétendre à devenir une puissance hégémonique. Elle prétend être moins intrusive que les États-Unis, ce qui est discutable. De surcroît, le « rêve chinois » est bien communiste, et suscite bien des réticences.

Le risque d'une guerre entre les deux puissances du type de la Première ou de la Seconde Guerre mondiale semble assez peu probable. La Chine mise plutôt sur la transition hégémonique pacifique. Elle pratique une stratégie de faits accomplis, comme en mer de Chine du Sud ou dans l'Himalaya. Bien sûr, il existe toujours la possibilité d'un incident qui dégénère ; si les précédents sont bien gérés, et si la guerre semble improbable, chacun peut être tenté de prendre davantage de risques. L'autre hypothèse qui semble se dessiner est celle d'un monde coupé en deux, comme

### **l'avenir du monde et quelles en seront les conséquences ?**

La fascination pour l'Asie remonte aux années 1980. À l'époque, il était question de « siècle du Pacifique », avec cette impression au début des années 1990 que l'Occident était en déclin au profit de l'Asie. Les échanges intra-asiatiques dépassent alors les flux à travers le Pacifique. Plus récemment, lors de la crise économique de 2008, essentiellement occidentale, le président américain

mêmes au début des années 2010. Les stratégies pour l'Indopacifique se multiplient, comme celle du Canada récemment [voir p. 17], et de nombreux pays courtisent l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). L'Inde et le Vietnam se positionnent pour recevoir des investissements quittant la Chine. Avant même 2014, la Russie se tourne également vers l'Asie pour des raisons économiques et stratégiques. Enfin, la visite récente du président

*“ Les États-Unis semblent souhaiter que la Chine finisse par s'épuiser, comme l'URSS, alors même que le Parti communiste chinois tire les leçons de la chute de l'Union soviétique pour ne pas connaître le même sort. ”*



chinois Xi Jinping en Arabie saoudite illustre également cet attrait grandissant des pays du Golfe vers l'Asie [voir p.18] ; ce qui semble logique puisque s'y trouvent les principaux clients pour leurs hydrocarbures.

Il faut aussi souligner que ce qui se passe en Asie a des conséquences pour nous en Occident. Le Covid l'a particulièrement bien illustré. Cela s'observe aussi dans la difficulté pour de nombreux pays à limiter leurs dépendances à l'économie, aux productions et aux investissements chinois. S'il venait à se produire un conflit en Asie, cela aurait sans aucun doute des conséquences sur l'ensemble du monde. Enfin, le poids économique et la puissance chinoise sur la scène internationale lui confèrent un rôle incontournable. La Russie aurait-elle pu faire preuve d'autant de résilience et tenir la même position sans le soutien diplomatique et économique de Pékin ?

Même si l'on ne va pas vers l'Asie, l'Asie vient à nous.

**À l'heure du numérique, des réseaux sociaux, de l'information instantanée et des fake news, dans quelle mesure l'information et les technologies recomposent-elles les relations internationales d'aujourd'hui et qu'en sera-t-il demain ?**

Les enjeux liés à la communication et à la désinformation ne sont pas nouveaux. Il

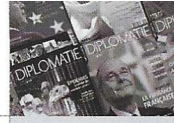
à l'époque de la guerre froide, avec une dimension de compétition économique et une bataille de normes pour affirmer son influence, et des frictions multiples. Les États-Unis semblent souhaiter que la Chine finisse par s'épuiser, comme l'URSS, alors même que le Parti communiste chinois tire les leçons de la chute de l'Union soviétique pour ne pas connaître le même sort.

**En 2019, vous publiez un ouvrage s'intitulant *L'histoire du monde se fait en Asie* (Odile Jacob). Pourquoi l'Asie occupe-t-elle une place aussi déterminante pour**

Barack Obama est allé supplier la Chine de relancer son économie pour sauver, d'une certaine façon, le capitalisme mondial.

Désormais, l'Asie est absolument fondamentale du fait de la part qu'elle représente dans la croissance économique mondiale. La pandémie de coronavirus depuis 2020 ou le blocage du canal de Suez en 2021 ont d'ailleurs particulièrement bien illustré la dépendance de l'Occident à l'égard de l'Asie. Aujourd'hui, il semble que tout le monde fasse un « pivot » vers l'Asie [voir p. 63], comme les Américains l'ont annoncé pour eux-





ne faut pas oublier que durant la guerre froide, les Américains menaient des campagnes de désinformation pour faciliter la chute de régimes honnis, en Iran (1953) ou au Chili (1973). Les pays communistes ont diffusé aussi leurs « *fake news* » — la guerre bactériologique que les États-Unis auraient menée en Corée (reprise pour l'Ukraine aujourd'hui avec des prétendus « laboratoires »), ou bien le sida, « création » de labos américains. Il a fallu du temps pour prendre la mesure du terrible bilan des régimes communistes.

Un tournant majeur est « l'effet CNN » (4) — exagéré pour expliquer l'intervention des États-Unis en Somalie en 1992 — qui a amené la population à s'interroger sur le risque accru de l'influence des images manipulées pour susciter des interventions militaires. On se souvient du faux charnier de Timisoara en Roumanie en 1989 (5), ou de l'affaire des faux bébés koweïtiens pour faire accepter la guerre du Golfe (6).

Ainsi, alors qu'on commençait à voir le « *World Wide Web* » comme un espace de discussions libres, et que l'idée du *soft power* commençait à se répandre à l'international, nous sommes en réalité davantage aujourd'hui dans l'ère du « *sharp power* » (7) et de la volonté des États de contrôler Internet, quitte même à le couper en cas de crise.

Tout cela renvoie à l'interdépendance armée (*weaponized interdependence* (8)) dont on parle beaucoup depuis quelques années : ce que nous pensions être facteur de paix dans les années 1990 (circulation de l'information, débats ouverts, interdépendance économique...) semble aujourd'hui pouvoir être une arme.

À cela s'ajoute le fait que les pays occidentaux restent des « sociétés ouvertes ». Si à l'époque communiste il y avait une crainte de la propagande extérieure, aujourd'hui il y a cette sensation d'être « pénétré » par des États autoritaires, politiquement (avec le lobbying) et dans les idées (avec les jeux d'influence).

Enfin, cela fait penser aux prophéties sur la dissémination de la violence. Chaque individu peut être à la fois victime d'une forme de désinformation et acteur volontaire ou involontaire de cette guerre de l'information qui donne la sensation d'une situation totalement horizontale et de moins en moins maîtrisable.

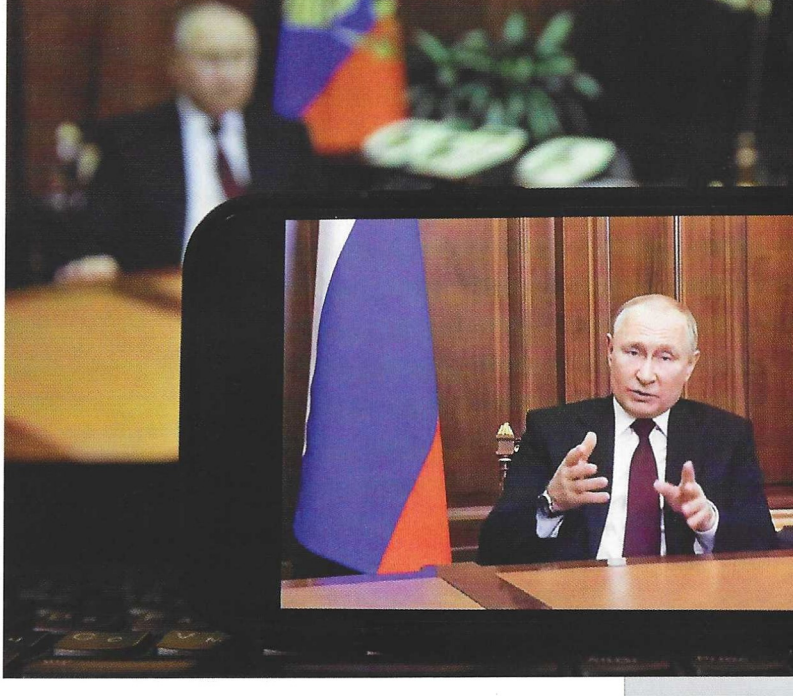
**Si l'issue de la guerre en Ukraine demeure encore incertaine, il est certain qu'elle rebat les cartes de la géopolitique mondiale. Quelles sont les conséquences de ce conflit et quelles pourraient en être les conséquences sur l'avenir des relations internationales ?**

Cette guerre de la Russie contre l'Ukraine est concomitante d'un durcissement des relations avec la Chine. Dès lors, la question est d'interpréter les dernières décennies. Avons-nous été naïfs, avec des illusions sur les Russes et les Chinois depuis les années 1990 ? La Russie est plutôt restée la Russie et des personnes du système soviétique, comme Poutine, sont toujours aux manettes. En Chine, c'est la même chose, nous sommes dans une continuité. Il existe bien sûr un contre-discours expliquant que c'est la faute des Américains qui n'ont pas été assez bienveillants avec Moscou et Pékin.

Pour les auteurs de ce contre-discours, ce serait donc Washington qui profite le plus de ce conflit russo-ukrainien. Pour les autres, c'est enfin le réveil tant attendu face à la réalité de la menace sino-russe. C'est un peu comme avec le

11-Septembre : l'Occident se met enfin en ordre de bataille. Il faut à présent réarmer après de nombreuses années de laisser-faire. Cela peut constituer un tournant pour le Japon ou l'Allemagne. Le narratif sur les valeurs de l'Occident est unificateur et le contexte actuel — la guerre de la Russie contre l'Occident — permet de les renforcer après plusieurs guerres à l'extérieur qui ne furent pas très glorieuses. Ainsi, en montrant sa détermination à l'égard de la Russie, l'Occident montre aussi sa détermination à l'égard de la Chine, en particulier autour de la question taïwanaise.

La question est de savoir si derrière l'espoir du Phénix occidental, il n'y a pas son chant du cygne. Nous ne savons pas jusqu'où ce conflit en Ukraine va aller. La cohésion du camp occidental va-t-elle perdurer ? A-t-on les moyens de ne plus être vulnérables à l'égard de la Chine, et sans dépendre excessivement des États-Unis ? Ne sommes-nous pas en train de trop nous focaliser sur la Russie alors même que la plupart des enjeux se situent dans l'Indopacifique ? L'Occident est-il en train de s'isoler dans un monde qui ne voudrait pas s'aligner sur lui ?



**Alors que l'ONU a pour mission d'œuvrer au maintien de la paix et de la sécurité internationales et à la protection des droits humains, il semble que l'agence onusienne ne soit plus en mesure d'assumer son rôle avec un Conseil de sécurité bloqué par le droit de veto des membres permanents. Une réforme de l'ONU et de son Conseil de sécurité est-elle indispensable ?**

Les contestations concernant le « club des grandes puissances » de l'ONU remontent aux années 1970. Ce sont surtout les Occidentaux et Israël qui sont mis en accusation dans le système onusien, ce qui, dès cette époque, suscite les critiques des Américains.

Dans les années 1990-2000, les espoirs reviennent quant à l'utilité des Nations Unies. Il n'y a jamais eu aussi peu de vetos au Conseil de sécurité que pendant cette période. États-Unis, Royaume-Uni et France reprennent la main condamnant

**Photo ci-dessus**

Le président russe Poutine s'exprime lors d'un discours télévisé le 21 février 2022 et annonce publiquement la signature d'un décret reconnaissant « la République populaire de Lougansk (LPR) et la République populaire de Donetsk (DPR) » des États indépendants et souverains. Les journaux ont publié le 24 février, la carte militaire russe venant d'être officiellement publiée. (© Xinhua/Bai)



sanctionnent, organisent des interventions et les couvrent juridiquement. La guerre contre le terrorisme était relativement consensuelle. Le tournant a lieu en 2011 avec la guerre en Libye, dont le déroulement a particulièrement offusqué Moscou et Pékin. Nous avons pu voir par la suite, avec la guerre en Syrie, que le système était profondément bloqué.

Le problème, c'est que pour rendre l'ONU plus juste et efficace, il ne suffit pas d'invoquer des solutions magiques qui n'ont malheureusement que peu de chances de fonctionner :

- La réforme du Conseil de sécurité de l'ONU dont on parle régulièrement est un véritable serpent de mer. Il est très difficile de faire entrer de nouveaux pays sans créer des rivalités avec leurs rivaux régionaux. Par ailleurs, n'est-ce pas une illusion que d'imaginer qu'avec davantage de membres permanents au Conseil de sécurité, il y aurait davantage de consensus ?

- Il y a la solution qui consiste à limiter le droit de veto : soit via la proposition franco-mexicaine (9) d'une responsabilité de ne pas exercer ce droit en cas d'atrocités de masse, ce qui semble peu probable ; soit en excluant la Russie du Conseil de sécurité, ce qui semble encore plus illusoire (10).

- Certains cercles proposent que l'ONU fasse davantage de place aux pays du Sud. Ce qui est légitime, mais est promu parfois comme une solution miracle, avec un tiers-mondisme béat. Il est utopique

d'imaginer que les pays du Sud n'ont pas eux-mêmes leurs propres intérêts, qu'ils sont tous unis derrière les mêmes idées, qu'ils pensent tous au bien-être de l'humanité et que leurs représentants ont et auront tous des attitudes exemplaires.

**Tandis que les grandes crises se multiplient à travers le monde (climatique, énergétique, alimentaire, sanitaire, économique...) et qu'elles appellent à une plus grande collaboration entre les États pour une réponse globale, certains pensent que nous assistons pourtant à la fin du multilatéralisme. Qu'en est-il selon vous ?**

Il existe en effet un terme anglophone, « *polycrisis* », qui a le vent en poupe. Il a notamment été utilisé dès 2016 face à l'accumulation de crises dans l'Union européenne : terrorisme, migrations, crise de la dette, austérité... Nous avons l'impression aujourd'hui de courir de crise en crise.

C'est le contraire des années 1990, durant lesquelles nous avons, grâce à la gouvernance globale et à ce qu'elle véhiculait (souplesse, innovation, partenariats publics-privés, multilatéralisme inclusif) l'impression que nous pouvions faire face à la plupart des problèmes.

Même si le multilatéralisme a grandi pour gérer des enjeux techniques et pour faciliter la coopération, jamais nous n'avons imaginé que tous les enjeux modernes seraient autant liés entre eux. Il n'est pas possible de s'occuper de la question environnementale sans se préoccuper des questions énergétiques, économiques, sociales ou sécuritaires. Notre vie quotidienne dépend de standards, règles et normes négociés dans des enceintes qui nous sont inconnues. Les politiques publiques internes sont liées à l'international, dans tous les domaines.

Par ailleurs, comme l'expliquait Mireille Delmas-Marty, nous nous positionnons différemment, dans nos préférences, sur les axes liberté/sécurité et coopération/compétition, qui tracent des futurs bien différents. À cela s'ajoute le problème, dans les démocraties, de l'instabilité du jugement par rapport à un idéal démocratique illusoire, et un discours permanent de l'urgence. Ce n'est pas seulement l'effet d'un pouvoir qui a peu de prises et se relégitime par l'urgence ; il y a également une demande permanente de solutions « *one-click* » à des autorités qui, en plus, suscitent la méfiance.

**Assistons-nous à la fin de la suprématie occidentale ?**

C'est une crainte ancienne, et qui ne se limite pas aux thèses d'une prétendue « montée en force des peuples de couleur », ou à des « périls », qu'ils soient « jaune » ou « vert ». Nous pouvons souhaiter que les États-Unis ne soient plus la puissance dominante qu'ils étaient. Nous pouvons souhaiter une désoccidentalisation du monde, parce que l'Occident a été impérialiste et colonialiste par le passé. Mais marteler que tout se serait mieux passé dans le passé proche et lointain sans l'Occident et les États-Unis ne constitue pas un contrefactuel pertinent. Ne voir que la face sombre de l'Occident, et pointer du doigt le moindre de ses défauts s'accompagne souvent d'une grande mansuétude à l'égard du « Reste ».

Il y a probablement de nouveaux concepts « hybrides » à inventer, comme c'est le cas pour les opérations de maintien et de construction de la paix, qui s'éloignent du « kit » occidentaliste, pour tenir mieux compte des réalités locales. Mais cela reste une forme d'orientalisme que de ne voir ailleurs que des victimes et non des acteurs stratégiques, et de projeter notre propre souhait de nous « racheter », sur un Sud qui a bien d'autres préoccupations, et sait jouer à la fois avec et contre ce qui reste de la domination du Nord. La parenthèse de prééminence de celui-ci, notamment pour des raisons démographiques, ne peut que se refermer. Le problème est de savoir de quelle manière cela aura lieu, et sur quelle durée.

**Propos recueillis par Alicia Piveteau  
le 16 décembre 2022**

## Notes

(1) <https://rb.gy/9g8eit>

(2) <https://rb.gy/298ifn>

(3) *Vers la guerre : l'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?*, Odile Jacob, 2019.

(4) <https://rb.gy/e6c9g0>

(5) <https://rb.gy/cqagu1>

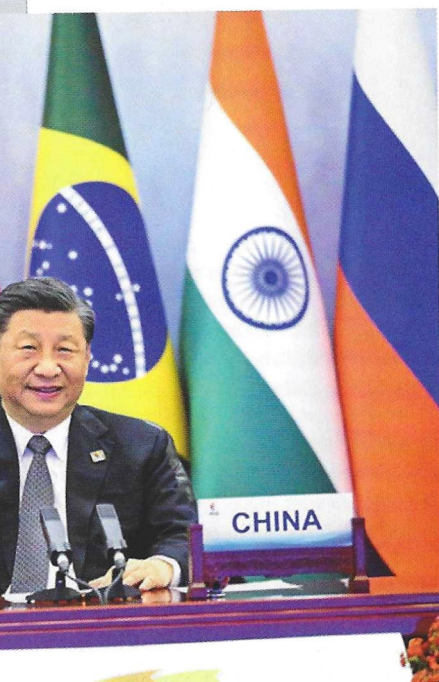
(6) <https://rb.gy/x68cxs>

(7) Terme désignant la politique diplomatique manipulatrice d'un pays, un pouvoir d'influence reposant sur la subversion, l'intimidation et les pressions exercées sur l'environnement politique et informationnel d'un pays cible.

(8) <https://rb.gy/raeazu>

(9) <https://rb.gy/rxfie5>

(10) L'URSS est déjà le seul pays à avoir été exclu de la Société des Nations (SDN) lors de la guerre en Finlande, le 14 décembre 1939.





# entretien

Avec **Pierre Grosser**,  
professeur à Science Po  
Paris, historien des relations  
internationales, spécialiste  
des enjeux mondiaux  
contemporains et auteur de  
*L'histoire du monde se fait en  
Asie* (Odile Jacob, 2019).